

# LES RAPPORTS FRANCO-ALLEMANDS AVANT ET APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE VUS PAR UN HISTORIEN ALLEMAND

par  
*Friedrich WENCKER-WILDBERG*

Il s'agit d'une lettre écrite par Friedrich Wencker à son ami Ferdinand Bac, la première lettre que Bac reçut d'Allemagne après la guerre, le 2 septembre 1946. Le texte est en allemand, la traduction est l'œuvre de Maurice Dubreuil, ami de Bac et professeur d'allemand, il fut pendant un quart de siècle professeur au collège de Compiègne. C'est sa fille, Marcelle Dubreuil, elle aussi germaniste et professeur agrégée, qui nous a transmis ce document. Friedrich Wencker-Wildberg, né le 27 juin 1899 à Würzburg, fit une carrière de journaliste à Leipzig, Hambourg, Berlin, puis se retira à Wildberg bei Uffenheim, en Bavière. Ses ancêtres appartenaient à une famille patricienne de Strasbourg, son père était archéologue et propriétaire terrien, de religion protestante. C'était un homme très cultivé, à l'immense curiosité, passionné d'histoire et de littérature française. Anti-prussien et anti-nazi, il déplorait l'unification de l'Allemagne sous la tutelle de Berlin et partageait la nostalgie de Ferdinand Bac pour la vieille Allemagne, celle de Goethe et pas le faux semblant de la république de Weimar. Ses principaux ouvrages concernent Napoléon, Bernadotte, Murat, Dumas, Balzac ; en 1963 paraissent ses Souvenirs de jeunesse. (Wer ist Wer ? Das Deutsche Who's Who, volume I - 1962). Un allemand plus français que bien des Français, évoquant Louis XIV et Napoléon, confirmant, d'une façon même assez caricaturale mais touchante, les thèses de Bainville et Maurras. Un document redevenu d'actualité en 1990.

Très honoré Monsieur Bac,

Depuis que je vous ai écrit ma dernière lettre, si je ne me trompe, douze grandes années ont passé, douze années amères, lourdes pour nous et non moins pour vous. Quand le rideau de fer tomba, il me fallut suspendre toute ma correspondance avec l'étranger, puisque j'étais suspect aux nazis comme « gallomane » et que pour cette raison mon courrier était surveillé. On me gardait rancune d'avoir, après l'effondrement de 1918, noué des relations avec des officiers et des diplomates français, et d'être intervenu ouvertement pour le détachement de la Bavière de la fédération de l'Empire – séparation qui me paraissait nécessaire, même inévitable si l'on voulait établir vraiment une paix durable et si la France devait être préservée du danger d'une nouvelle invasion – la sixième en l'espace de cent-cinquante ans ! Aussi je pris position également en faveur de la cession de la rive gauche du Rhin à la France – qui avait déjà possédé ces territoires de 1795 à 1815 – et en faveur de la restauration de la Confédération du Rhin. Par malheur, en 1918, le militarisme prussien était certes battu, mais non vaincu. L'armistice prématuré de Compiègne avait ravi au maréchal Foch l'occasion d'anéantir le militarisme dans une dernière bataille en rase campagne, qui à cette époque n'était peut-être qu'une question de semaines. Les militaires allemands imaginèrent alors la légende de « l'invaincu en

rase campagne » et du « coup de poignard dans le dos », et le peuple crédule, ignorant l'histoire, donna dans cette supercherie fatale, alors que la révolution est toujours un phénomène secondaire, une conséquence, précédée nécessairement d'une cause, phénomène primaire, c'est-à-dire de la défaite militaire qui obligatoirement déchaîne la révolution.

Il ne suffit comme preuve de citer la révolution du 4 septembre 1870, qui fut déchaînée par la capitulation de Sedan, sa cause. Ces militaires soi-disant « invaincus » étaient les maîtres de l'opinion publique chez nous, et menèrent alors une campagne contre moi, le « gallomane » (Französling), coupable de haute trahison, et ce qui m'étonne encore aujourd'hui, c'est de n'avoir pas été à cette époque tout simplement assassiné par des fanatiques nationalistes. Le gouvernement de l'Empire allemand « démocratique » et « pacifiste », qui – le procès de Nuremberg vient de l'établir de façon incontestable – avait dès 1923 activé en secret le réarmement dans le but d'une guerre de revanche contre la France, ouvrit contre moi auprès du Tribunal d'Empire une instruction pour haute trahison qui dut certes être abandonnée ; mais je continuais à être suspecté et les nazis eux aussi n'avaient pas oublié cette affaire, quand dix ans plus tard ils accédèrent au pouvoir.

Je vivais alors à Hambourg sans me soucier le moins du monde de politique. Je voyais seulement avec effroi que toutes les mesures prises par le nouveau régime – dont la première fut le rétablissement du service militaire obligatoire – avaient pour but évident la préparation d'une nouvelle guerre, et je ne croyais pas aux hypocrites protestations de paix de Hitler et de ses gens qui ne voulaient par là que tranquilliser l'étranger et camoufler leurs armements. Il me fut instamment recommandé de dépeindre à mes connaissances à l'étranger le cours du « redressement national » sous les couleurs les plus optimistes, et d'insister sur la volonté de paix du gouvernement allemand. Comme je ne voulais pas taire ce que j'avais sur le cœur, ni mentir, je préférais observer un silence complet, surtout que deux lettres à mes amis le baron Bourgoing-Vienne et Hugenstobler-Arenenberg furent arrêtées par la censure, parce que j'avais tenté – quoique très prudemment – d'y faire quelques propos sur la situation chez nous. Enfin, ce fut en septembre 1939 la guerre qui nous sépara absolument du reste de l'univers.

Maintenant que ces barrières sont enfin tombées, je ne veux pas attendre plus longtemps pour vous donner signe de vie. J'espère avec confiance, très honoré monsieur Bac, qu'en dépit de votre grand âge vous êtes toujours parmi les vivants et connaissez les joies d'une excellente santé et d'une entière fraîcheur intellectuelle. Vous avez eu quatre-vingt-sept ans au jour anniversaire de Napoléon. J'aurais été heureux de vous offrir alors en modeste présent mon ouvrage paru en trente-neuf « La maison Napoléon », mais les colis et envois de livres à l'étranger ne sont pas encore admis. Ce livre représente la première tentative de donner une vue d'ensemble de la postérité de Napoléon et de sa famille jusqu'à nos jours. Je répète : tentative, car je n'ai pu faire plus, par manque de temps et de papier. Je dus me contenter d'un volume de 320 pages, où je ne pus même pas donner accueil à tous les membres de la famille de l'Empereur. À l'origine, j'avais prévu pour ce sujet deux forts volumes d'un total d'environ 1 200 pages in octavo, mais un ouvrage aussi volumineux parut trop audacieux à l'éditeur ; il me pria donc d'abrégé. Ainsi mon travail est resté un tome tout à fait incomplet, mais – et cela vous fera certainement plaisir – j'y ai cependant traité avec beaucoup de détails l'histoire du roi Jérôme et de ses descendants, et à ce propos j'ai fait mention de vous et de votre père. Entre temps – je vivais de trente-huit à quarante-quatre à Berlin – j'ai rassemblé sans trêve de nouveaux documents et je me suis efforcé de combler les nombreuses lacunes qui s'y trouvent encore, ou d'amplifier d'autres passages. Malheureusement la majeure partie de ces bases précieuses a été la proie des flammes en même temps que toute

une bibliothèque et mon mobilier de Berlin le vingt-deux novembre 1943, lors d'un bombardement aérien de Berlin. Seul un petit lot, que j'avais envoyé ici en été, est sauvé. La majeure partie de ma bibliothèque concernant Napoléon, que j'avais mis trente ans à constituer (quatre mille volumes), huit cents portraits de Napoléon, tableaux de famille, bustes etc. sont également anéantis. C'est là, certes, une grande perte pour moi, pour le savant comme pour l'admirateur de Napoléon, perte que je ne puis actuellement réparer, puisqu'il n'y a autant dire pas de possibilités d'achats en librairie et que les voyages en France sont impossibles. Le fruit d'un travail minutieux, fatigant, est anéanti et il faut recommencer ab ovo, cela retarde naturellement de plusieurs années l'achèvement de mon œuvre. Malgré tout, je ne me considère nullement comme battu, je continue à travailler avec ardeur sans me laisser rebuter.

Une biographie de Napoléon III, commencée à Berlin, a été menée à bien jusqu'à la tentative de Strasbourg (1836), deux forts volumes sont prévus (I : 1808-1848, II : 1849-1873). Je dois approfondir encore la question par l'étude minutieuse des archives pour apporter le plus possible de documents nouveaux. A Berlin, où l'on ne me connaissait pas, les nazis m'ont laissé assez tranquille, quoiqu'on trouvât à redire que je n'appartienne pas au parti ni à une de ses organisations. C'est avec une profonde douleur que j'appris là-bas en été 40 l'effondrement de la France et la réannexion de l'Alsace. Ma famille est originaire de Strasbourg et mon aïeul Jacob Wencker se trouvait, en qualité d'échevin, parmi les notables qui, précédés du prince-évêque Egon de Fürstenberg en 1681 au portail de la cathédrale, saluaient en la personne du grand Roi-Soleil leur futur souverain.

C'était donc la sixième invasion, contre laquelle, à Spire, dès 1920, j'avais mis en garde le général de Metz. Ma joie fut d'autant plus sincère quand, en été 1944, sonna enfin pour la France l'heure de la libération et que les nazis durent finalement abandonner en fuite l'Alsace soi-disant allemande. J'avais réussi à me soustraire au militarisme et aussi à la pitoyable levée en masse, appelée « Volksturm » ; je n'avais aucun motif de regretter le « Jugement Dernier » qui s'abattait sur les criminels nazis, jugement que je saluais bien au contraire comme une sanction de leurs ignominies. Je restai donc caché ici dans le domaine familial jusqu'à ce que la victoire des Américains nous délivre de la terreur d'Hitler.

Dans votre home idyllique de la Côte d'Azur, vous devriez par bonheur n'avoir que peu souffert des épouvantes et des dévastations de la guerre. La tentative de Mussolini de ravir à la France vaincue la Savoie et la Provence a brillamment échoué, on peut s'en réjouir. Je fus indigné lorsque le bandit des Abruzzes, en été 40, quand il n'y avait plus aucun risque pour lui, tomba lui aussi sur la France pour trouver son compte lors de la curée. Aussi je ne comprends pas la modération de l'actuel gouvernement français qui ne réclame de l'Italie que la cession des petits cantons de Tende et Brigue qui appartiennent à la Savoie (sic) et auraient dû, à vrai dire, échoir à la France dès 1860. J'escomptais que l'on revendiquerait au moins aussi Casale et Pignerol que Louis XIV avait déjà conquis, en outre la Ligurie, département napoléonien de Marengo, sinon toute la république cisalpine, car après la chute de la maison royale, la France n'a pas à prendre d'égards, d'autant plus que Mussolini en cas de victoire n'en aurait pas eu pour une France impuissante.

En ma qualité de sincère ami de la France (je vous rappelle les paroles de Victor Hugo dans *Le Rhin* : « Pour la France, à qui Sainte-Hélène a serré le cœur, quiconque aime et estime l'empereur est Français »), je déplore qu'on n'ait pas repris à l'égard de l'Allemagne la vieille politique napoléonienne. Pour la deuxième fois en trente ans la France a subi une guerre terrible et fait des sacrifices immenses. Elle a dû, avec des milliers de morts, reconquérir deux fois ses provinces qui lui avaient été ravies. Comment se fait-il que, d'une façon incompréhensible, on se

contente des frontières de la deuxième paix de Paris ? Les Français sont-ils donc toujours ces vaincus de Waterloo qui durent alors céder Sarrelouis – fondée en 1681 par Louis XIV, ville natale du plus brave parmi les braves (ici naquit le maréchal Ney), la France ne revendique-t-elle pas ces territoires comme une réparation qui va de soi ? Pourquoi ne déclare-t-elle pas réunie à la France toute la rive gauche du Rhin qui depuis le traité de Bâle (1795) jusqu'en 1814 était française ? La France peut avoir sur ces territoires des prétentions certes plus justifiées que par exemple celles des Russes sur la Prusse orientale ou celles des Polonais sur la Silésie et la Poméranie, qu'ils se sont simplement attribués sans longues négociations. La France a besoin de la frontière du Rhin pour la protection de son territoire, si elle ne veut pas connaître dans vingt, trente ou cinquante ans une septième invasion du militarisme. En 1920 on a renoncé à cette réparation, la conséquence fut l'invasion dévastatrice des nazis. Elle se reproduira si la France maintenant encore recule. Elle doit insister pour que l'Empire allemand soit définitivement liquidé comme état unifié et qu'il soit dissous en états neutres, autonomes et indépendants, comme le Danemark, la Belgique, le Luxembourg, la Suisse, l'Autriche. Si l'état unifié persiste (et il importe peu que ce soit une république ou une dictature), il deviendra nécessairement tôt ou tard une puissance impérialiste qui menace la paix de l'Europe et la sécurité de la France. J'ai prévenu les Français en 1920, je les préviens encore une fois aujourd'hui : Discite monite ! Je vous parle en ami sincère de la France, et en représentant du vrai peuple des poètes et des penseurs qui excèrent le militarisme et l'impérialisme prussiens comme les ennemis mortels de la civilisation. Nous voulons avoir enfin le calme et la paix, et non jouer éternellement aux soldats. Donc : ceterum censeo ! Je suis le plus fidèle ami de la France, sur la rive droite du Rhin, et comme tel, je souhaite le rétablissement des vieilles relations amicales avec l'Allemagne du sud, surtout avec la Bavière, qui depuis Louis XIV fut toujours l'alliée naturelle de la France. Nous autres Bavaois, nous étions les alliés de Napoléon qui a agrandi notre pays et en a fait un royaume. Nous ne voulons plus être les vassaux de l'Allemagne-Prusse, nous voulons suivre notre propre voie pour n'être plus obligés une troisième fois de répandre notre sang sur les champs de bataille de l'Europe pour une cause qui n'est pas la nôtre.

Dîtes cela à tous les Français influents que vous connaissez c'est la conviction et le vœu loyal d'un historien allemand qui aime la France avec autant de sincérité que tout Français. Je cherche à entrer en relation avec les officiers de l'armée française d'occupation en Allemagne ; ne pouvez-vous pas me recommander à quelques uns de ces messieurs que vous connaissez ? Malheureusement mon ami vénéré Jean Hanoteau est mort pendant l'hiver 39, et mes vieux amis de 1918-23, je ne les retrouve plus, après une trop longue séparation.

Maintenant, très honoré monsieur Bac, vous savez que je vis encore et ce que je suis devenu. J'espère recevoir bientôt de vous un signe de vie.

Avec l'espoir que ma lettre vous trouvera en parfaite santé et avec mes cordiales salutations je demeure votre dévoué

F. Wencker-Wildberg